Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt-deux et le treize avril à 19 h 00, le Conseil Municipal de la Commune s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal sur la convocation qui lui a été adressée et distribuée le huit avril deux mille vingt-deux.

Présents :

M. Christian NAUTE, Mme Laetitia COPPEE, M. Jean Paul SAGUE, Mme Marion FERRER, Mme Monique FOUILLEUX DREVET, M. Kurt MAIER, M. Serge NAVARRO, M. Gérard PUJOL, M. Patrice REMY, Mme VANDENBERGHEN Tanya, Mme Joëlle VIDOT, Mme BOISSEAU Nathalie, M. Alain NICOLAS, M. Didier RODRIGUEZ, M. Marc VIDAL

Absents :

Mme Christine BONNEIL qui a donné pouvoir de voter à M. Patrice REMY, M. Guillaume COLL qui a donné pouvoir à M. Jean Paul SAGUE, M. Robert SANCHEZ qui a donné pouvoir de voter à M. Serge NAVARRO, Mme Martine JUSTO

Les membres du Conseil étant en nombre suffisant pour délibérer, M. le Maire déclare la séance ouverte.

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

Secrétaire de séance : Jean Paul SAGUE

L'ordre du jour comporte les points suivants :

1. Vacance d'un poste d'adjoint ;
2. Vote du compte administratif 2021, budget principal ;
3. Approbation du compte de gestion 2021, budget principal ;
4. Affectation des résultats 2021, budget principal ;
5. Vote du budget primitif 2022, budget principal ;
6. Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2022 ;
7. Constitution d'un groupement de commandes dans le domaine de la formation hygiène et sécurité du personnel de la collectivité ;
8. Constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'électricité ;
9. Demande de subvention pour le skate-park, modification du plan de financement ;
10. Attribution d'une subvention en faveur de la population Ukrainienne ;
11. Organisation du temps de travail du personnel territorial ;
12. Motion en faveur du maintien de l'ouverture du bureau de La Banque Postale tout au long de l'année ;
13. Compte-rendu de délégations.

I/ VACANCE D'UN POSTE D'ADJOINT

Le Maire de LAROQUE DES ALBERES,

VU les articles L.2122-2, L2122-7-2, L2122-8 et L2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le courrier de démission de Madame Martine JUSTO de son mandat de 2^{ème} adjointe en date du 08 mars 2022 ;

EXPOSE à l'Assemblée qu'il appartient au Conseil municipal de décider de pourvoir ou pas à cette vacance d'adjoint ; dans le cas où l'Assemblée délibérante décide de pourvoir à cette vacance, le Conseil Municipal peut décider que le nouvel adjoint occupera le même rang que l'élue qui occupait précédemment le poste devenu vacant. Celui-ci est choisi parmi les conseillers de même sexe que celui duquel il est appelé à succéder.

Dans le cas où le Conseil Municipal décide de ne pas pourvoir à cette vacance et réduire de fait le nombre d'adjoint, ces derniers placés après montent d'un rang.

Il est demandé à l'Assemblée de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à l'UNANIMITE ;

DECIDE de ne pas pourvoir la vacance du poste de deuxième adjoint ;

II/ VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021– BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu le compte administratif 2021 Budget Principal, lequel peut se résumer comme suit :

Section de fonctionnement :

Dépenses :	Opérations de l'exercice :	1 505 910.83 €
	Total :	1 505 910.83 €

Recettes :	Résultat reporté :	531 044.96 €
	Opérations de l'exercice :	1 843 906.02 €
	Total :	2 374 950.98 €

Résultat de clôture : Excédent de 869 040.15 €

Section d'investissement :

Dépenses :	Opérations de l'exercice :	814 759.98 €
	Restes à réaliser :	1 247 064.00 €
	Total :	2 061 823.98 €

Recettes :	Opérations de l'exercice :	743 075.84 €
	Résultats reportés :	78 358.60 €
	Restes à réaliser :	743 313.00 €
	Total :	1 564 747.44 €

Résultat de clôture : Déficit de 497 076.54 €

Soit un résultat général de clôture de : 371 963.61 €

M. le Maire s'étant retiré, l'Assemblée sous la présidence de Mme Laëticia COPPEE délibère et approuve à l'unanimité Pour : 14 Abstention : 3 (M. Didier RODRIGUEZ, Mme Nathalie BOISSEAU, M. Alain NICOLAS) le compte administratif 2021 Budget Principal.

III/ APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2021 - BUDGET PRINCIPAL

Après que M. le Maire ait repris sa place dans l'Assemblée, le Conseil procède au vote du compte de gestion du Budget Principal dressé par le receveur municipal, lequel a repris dans les écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020. Le compte de gestion est délibéré et approuvé à l'unanimité Pour : 15 Abstention : 3 (M. Didier RODRIGUEZ, Mme Nathalie BOISSEAU, M. Alain NICOLAS)

IV/ AFFECTATION DES RESULTATS 2021 - BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu le compte administratif 2021, le Conseil Municipal statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2021 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 869 040.15 € décide à l'unanimité Pour : 18 d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

Excédent antérieur reporté :	531 044.96 €
Résultat de l'exercice : Excédent :	+ 337 995.19 €
Soit un excédent au 31.12.2021 :	+ 869 040.15 €

Affectation :

- à la couverture du déficit d'investissement (1068) : **497 076.54 €**
- à l'excédent de fonctionnement reporté (002) : **371 963.61 €**

V/ VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 - BUDGET PRINCIPAL

Le projet de budget primitif 2022 est présenté à l'Assemblée. Celui-ci se résume comme suit :

Section de fonctionnement :

Dépenses

- charges à caractère général :	691 000.00 €
- charges de personnel :	867 600.00 €
- autres charges de gestion courante :	210 958.00 €
- charges financières :	17 900.00 €
- charges exceptionnelles :	21 500.00 €
- dotations provisions semi-budgétaires :	2 000.00 €
- virement à la section d'investissement :	286 148.00 €
- opérations d'ordre transfert entre sections :	15 031.00 €
Total des dépenses :	2 112 137.00 €

Recettes :

- produit des services :	33 500.00 €
- impôts et taxes :	1 395 091.00 €
- dotations et participations :	215 030.00 €
- autres produits de gestion courante :	75 500.00 €

- atténuation de charges :	18 000.00 €
- produits exceptionnels :	100.00 €
- reprises provisions semi-budgétaires :	2 000.00 €
- opérations d'ordre transfert entre sections :	953.00 €
- <i>Résultat reporté :</i>	371 963.00 €
Total des recettes :	2 112 137.00 €

Section d'investissement :

Dépenses

- immobilisations incorporelles :	42 000.00 €
- subventions d'équipements versées :	108 438.00 €
- immobilisations corporelles :	127 000.00 €
- immobilisations en cours :	333 000.00 €
- opérations d'équipement :	970 000.00 €
- restes à réaliser :	1 247 064.00 €
- emprunts et dettes assimilés :	56 420.00 €
- opérations d'ordre transfert entre sections :	953.00 €
Total des dépenses :	2 884 875.00 €

Recettes

- subventions d'investissement :	183 914.00 €
- Emprunts et dettes assimilées :	867 261.00 €
- virement de la sect. de fonctionnement:	286 148.00 €
- restes à réaliser :	743 313.00 €
- dotations, fonds divers :	180 000.00 €
- excédents de fonctionnement capitalisés :	497 076.00 €
- dépôts et cautionnement :	5 000.00 €
- produit des cessions d'immobilisations :	13 620.00 €
- opérations pour compte de tiers :	86 838.00 €
- opérations d'ordre transfert entre sections :	15 031.00 €
- solde d'exécution reporté :	6 674.00 €
Total des recettes :	2 884 875.00 €

DELIBERE et à la majorité POUR : 14 CONTRE : 1 (M. Marc VIDAL) ABSTENTION : 3 (M. Didier RODRIGUEZ, Mme Nathalie BOISSEAU, M. Alain NICOLAS)

APPROUVE le budget primitif 2022 – budget principal tel que résumé ci-avant ;

MANDATE M. le Maire pour signer tous les documents afférents et à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

IV/ VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES 2022

M. le Maire expose :

Il ressort de l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2022 que le produit à taux constant des taxes foncières bâti et non bâti ne permet pas d'équilibrer le budget primitif de l'exercice 2022.

Il est en conséquence proposé à l'Assemblée d'appliquer une augmentation du taux de taxe foncière bâti de 1.53% et de ne pas toucher au taux de taxe foncière non bâti ; ces derniers s'établiraient comme suit :

- Taxe foncière (bâti) : 33.16 %
- Taxe foncière (non bâti) : 40,69 %

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à MAJORITE POUR 14 CONTRE 1 (Marc VIDAL) ABST : 3 (M. NICOLAS Alain, M. RODRIGUEZ Didier, Mme BOISSEAU Nathalie)

FIXE les taux d'imposition des taxes directes locales pour 2022 comme suit :

- Taxe foncière (bâti) : 33.16 %
- Taxe foncière (non bâti) : 40,69 %

VII/ CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE

VU le nouveau Code de la Commande Publique (C.P.P.),

VU les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique,

VU le projet de convention ci-annexé,

Dans l'objectif de simplifier les démarches administratives pour les communes et de bénéficier de réductions sur les prix, il est proposé au Conseil Municipal de former un groupement de commandes dans le domaine de la formation dans le cadre de l'hygiène et la sécurité à destination du personnel de nos collectivités.

Cette consultation groupée portera sur :

- Lot 1 Formation PSC1 et SST
- Lot 2 Montage et démontage de pont lumière, podium et tribune
- Lot 3 Habilitations électriques
- Lot 4 Formation ACES
- Lot 5 Formation équipier de première intervention incendie

Ce groupement de commandes aura pour objet, d'une part de réaliser des économies d'échelles par une mutualisation des procédures d'achats et de passation des marchés publics, d'autre part, pour objectif de mieux coordonner l'ensemble des opérations.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à l'UNANIMITE ;

DECIDE de constituer avec les communes d'Argelès-sur-Mer, Bages, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Laroque des Albères, Montesquieu des Albères, Ortaffa, Palau Del Vidre, Port Vendres, Saint André, Saint Génis des Fontaines, sorède, Villelongue Dels Monts et la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris, un groupement de commandes dans le domaine de la formation hygiène et sécurité à destination du personnel de nos collectivités.

AUTORISE le Maire à signer la convention définissant les modalités de ce groupement de commandes et toutes les pièces afférentes à ce groupement.

DESIGNE la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris en tant que coordonnateur, et sera donc chargée de la gestion des procédures dans le respect des règles en vigueur relative aux marchés publics. Le coordonnateur organisera l'ensemble des opérations de sélection d'un ou des cocontractants.

DESIGNE M. Robert SANCHEZ en tant que membre titulaire, DESIGNÉ
M. Jean-Paul SAGUE en tant que membre suppléant
en vue de siéger à la commission d'appel d'offres constituée dans le cadre de ce groupement
de commande.

VIII/ CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L.2113-6 et suivants relatifs
aux groupements de commandes,

Eu égard à l'ouverture du marché de l'énergie, et au contexte géopolitique tendu faisant flamber
notamment les prix de l'énergie, il apparaît comme nécessaire de tirer parti de la mutualisation
afin d'optimiser nos coûts d'achats.

Pour faciliter les démarches de ses communes membres, la Communauté de communes Albères
Côte Vermeille Illibéris propose de constituer, avec les communes intéressées, un groupement
de commandes pour la fourniture, l'acheminement d'électricité et de services associés pour les
points de livraison inférieurs, égaux et supérieurs à 36kVA.

De surcroît, les sites qui seront concernés par le présent groupement seront les suivants :

- les bâtiments dont la puissance électrique souscrite dépasse 36 kVA.
- les bâtiments dont la puissance électrique souscrite sont en deçà des 36 kVA

Il est ainsi proposé avec les communes de Montesquieu des Albères, Saint André, Laroque des
Albères, Palau Del Vidre, et la CC ACVI de constituer un groupement de commandes pour la
fourniture, l'acheminement d'électricité et de services associés pour les points de livraison
inférieurs, égaux et supérieurs à 36kVA.

Ceci étant, le groupement sera réputé être constitué à compter de la signature de la convention
par toutes les personnes dûment habilitées à cet effet.

Il est précisé que la CCACVI assurera les fonctions de coordonnateur du groupement, les
modalités d'exécution étant précisées dans la présente convention ci-annexée.

Par ailleurs, conformément à l'article L1414-3 du CGCT, il sera créé une commission d'appel
d'offres (CAO) spécifique, composée d'un représentant élu parmi les membres ayant voix
délibérative de la CAO de chaque membre du groupement qui dispose d'une CAO. Pour chaque
membre titulaire, un suppléant sera également désigné. La présidence de la CAO sera assurée
par le représentant de la CC ACVI, coordonnateur du groupement de commandes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à l'UNANIMITE ;

DECIDE d'approuver la constitution avec les communes de Laroque des Albères,
Montesquieu des Albères, Palau Del Vidre, Saint André et la Communauté de Communes
Albères Côte Vermeille Illibéris, un groupement de commandes pour la fourniture,

l'acheminement d'électricité et de services associés pour les points de livraison inférieurs, égaux et supérieurs à 36kVA.

AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce groupement de commandes ;

DESIGNE la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris en tant que coordonnateur, et sera donc chargée de la gestion des procédures dans le respect des règles en vigueur relative aux marchés publics. Le coordonnateur organisera l'ensemble des opérations de sélection d'un ou des cocontractants.

DESIGNE M. Gérard PUJOL en tant que membre titulaire et M. Robert SANCHEZ en tant que membre suppléant de la CAO.

IX/ DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE SKATE-PARK : MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Monsieur le Maire expose :

Le Conseil Municipal décidait le 10 mars dernier par délibération n°10D2022 de construire une skate-park et pour ce faire de solliciter des financements auprès de l'Agence Nationale du Sport et de la Communauté de Communes Albères, Côte-Vermeille, Illibéris.

Le plan de financement esquissé dans la délibération devant être revu à la demande des financeurs, il est proposé de le modifier comme suit :

Nature des dépenses	Montant H. T.	Produits attendus	Montant
Construction du skate-park	108 860.00 €	Subventions : Agence nationale du sport C.C.A.C.V.I. (fonds de solidarité) Autofinancement commune	23 000,00 € 42 930.00 € 42 930.00 €
Total	108 860,00 €	Total	108 860,00 €

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à la MAJORITE POUR : 17 CONTRE : 1 (Marc VIDAL)

APPROUVE le nouveau plan de financement détaillé ci-avant ;

MANDATE Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

X/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DE LA POPULATION UKRAINIENE

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de voter une subvention destinée à venir en aide au peuple Ukrainien par l'intermédiaire de l'Association Alliance Occitanie Ukraine basée à Pézilla-La-Rivière.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à l'UNANIMITE ;

DECIDE d'allouer à l'Association Alliance Occitanie Ukraine une subvention d'un montant de cinq cents euros ;

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal de la Commune exercice 2022 article 6574.

XI/ ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DU PERSONNEL TERRITORIAL

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que par courrier en date du 24/02/2022 Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales lui demande d'abroger la délibération en date du 07 décembre 2021 portant sur l'organisation du temps de travail du personnel territorial et d'en adopter une nouvelle édictant un régime de temps de travail qui respecte les dispositions en vigueur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 7-1 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 30 novembre 2021,

Considérant ce qui suit :

Rappel du contexte

Depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la

fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1607 heures.

Cependant, les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité.

En effet, l'article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2022, de respecter la règle des 1607h annuels de travail.

En ce sens, en 2017, la circulaire NOR : RDFS1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique rappelait qu'il est « de la responsabilité des employeurs publics de veiller au respect des obligations annuelles de travail de leurs agents ».

Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1607h doivent être supprimés.

Rappel du cadre légal et réglementaire

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, par délibération après avis du comité technique.

Par conséquent, pour un agent à temps complet :

- La durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures ;
- La durée annuelle de temps de travail effectif est de 1.607 heures, heures supplémentaires non comprises

Le décompte des 1.607 heures s'établit comme suit :

Nombre total de jours sur l'année		365 jours
Nombre de jours non travaillés		
Repos hebdomadaire	104 jours (52x2)	
Congés annuels	25 jours (5x5)	
Jours fériés	8 jours (forfait)	
Total	137 jours	
Nombre de jours travaillés		(365-137) = 228 jours travaillés
Calcul de la durée annuelle : Nombre de jours travaillés x 7 heures =		1596 h arrondi à 1.600 h
+ Journée de solidarité		+ 7 h

Total de la durée annuelle :		1.607 heures
-------------------------------------	--	--------------

Par ailleurs, les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service, et de rendre ainsi un meilleur service à l'utilisateur.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours.

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours ARTT.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

Monsieur le Maire rappelle que la durée collective du temps de travail effectif du personnel est calculée comme suit :

Nombre total de jours sur l'année		365 jours
Nombre de jours non travaillés Repos hebdomadaire ... Congés annuels Jours fériés	104 jours (52x2) 25 jours (5x5) 8 jours (forfait)	
Total	137 jours	
Nombre de jours travaillés		(365-137) = 228 jours travaillés
Calcul de la durée annuelle : Nombre de jours travaillés x 7 heures =		1596 h arrondi à 1.600 h
+ Journée de solidarité		+ 7 h
Total de la durée annuelle :		1.607 heures

Monsieur le Maire rappelle que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services administratifs, techniques, scolaires, police et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il conviendra d'instaurer pour chaque service un cycle de travail distinct.

Fixation de la durée hebdomadaire de travail et détermination des cycles de travail :

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à :

Les services administratifs

Cycle hebdomadaire : 35h50 par semaine sur 4.5 jours, ouvrant droit à 5 jours d'ARTT par an.
Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes.

Les services techniques

Cycle hebdomadaire : 35h50 par semaine ouvrant droit à 5 jours d'ARTT par an.
Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes.

Les services scolaires et périscolaires :

Cycle hebdomadaire : 35h50 par semaine ouvrant droit à 5 jours d'ARTT par an.
Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes.

Service police :

35h50 par semaine sur 5 jours modifiables selon les nécessités de service ouvrant droit à 5 jours d'ARTT par an.

Il précise que la fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence du Maire dans le respect des cycles définis par la présente délibération.

Les jours d'ARTT ne sont pas juridiquement des congés annuels, et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux.

Ces jours ARTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service :

- de manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;
- sous la forme de jours isolés ;
- ou encore sous la forme de demi-journées.

Les jours ARTT non pris au titre d'une année peuvent être reportés sur l'année suivante.

En cas d'absence de l'agent entraînant une réduction des jours ARTT, ces jours seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours ARTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur l'année N+1.

En cas de mobilité, un solde de toute compte doit être communiqué à l'agent concerné.

Journée de solidarité

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée :

- Le lundi de Pentecôte.

Heures supplémentaires ou complémentaires

Les heures supplémentaires sont les heures effectuées au-delà des bornes horaires définies par les cycles de travail ci-dessus.

Ces heures ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de l'autorité territoriale ou du chef de service.

Les heures supplémentaires ne peuvent dépasser un plafond mensuel de 25 heures pour un temps complet y compris les heures accomplies les dimanche et jour férié ainsi que celles effectuées la nuit.

La compensation par repos compensateur, effectué dans le mois qui suit le dépassement est privilégié à tout autre principe.

Il est rappelé que le principe actuel de récupération de 2 heures pour une heure de travail un jour férié ou le jour de repos hebdomadaire est maintenu.

La rémunération des heures supplémentaires reste exceptionnelle.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERE et à l'UNANIMITE ;

DECIDE d'adopter la proposition du Maire telles qu'énoncées ci-dessus, qui entreront en vigueur dès que la présente délibération sera exécutoire (les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées à compter de cette entrée en vigueur).

XII/ MOTION EN FAVEUR DU MAINTIEN DE L'OUVERTURE DU BUREAU DE POSTE TOUT AU LONG DE L'ANNEE

Monsieur le Maire expose :

Par courrier en date du 29 mars 2022, le responsable d'exploitation du bureau de la Poste informe la Commune que le bureau de Laroque sera fermé du 18 juillet au 23 juillet et du 16 août au 20 août en raison de la diminution de la fréquentation pendant la période estivale. Cette décision unilatérale est particulièrement difficile à accepter pour une commune touristique telle-que Laroque-des-Albères qui triple sa population en été. C'est la raison pour laquelle il est proposé à l'Assemblée de voter une motion en faveur du maintien de l'ouverture du bureau de poste tout au long de l'année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DEIBERE et à l'UNANIMITE ;
APPROUVE la motion en faveur du maintien de l'ouverture du bureau de poste en toute saison ;

XIII/ COMPTE RENDU DE DELEGATIONS

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :
VU l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020 ;
CONSIDERANT l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions et jugements rendus dans le cadre des délégations ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

PREND ACTE des jugements et décisions suivants :
- L'ordonnance du Conseil d'Etat rendue le 09 mars 2022 par laquelle il est donné acte du désistement d'instance de la société Vindelmar. Pour mémoire ladite société avait formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille rendu le 13 juillet 2021. La société Vindelmar demandait l'annulation du permis d'aménager délivré à la société Hectare en vue de la création d'un lotissement de neuf lots.
- La décision en date du 18 mars 2022 par laquelle Monsieur le Maire a attribué le marché de travaux relatif à la rénovation de la salle des fêtes lot n° 8 – revêtements des sols durs – faïence à la SAS CFC BATI pour un montant de 14 393.63 € H.T. Cette attribution fait suite à la liquidation judiciaire de la société titulaire du marché.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 20

M. le maire, C. NAUTE